

# DIRECTIVE RETOUR : UN BILAN ENCORE TROP MITIGE

Encadrement de l'IA, privatisation des frontières, conditions de rétentions... Les institutions européennes et les eurodéputés se retrouvent à Marseille pour voter la directive retour, après près de 3 mois de négociations intenses auprès d'un éventail de parties prenantes.

**MIGRATION** ⌚ 4min 12/12/2023

*Charlotte TISSIDRE*



*Les plénières se sont ouvertes ce mardi à l'Hôtel du Département, à Marseille ©L'Humanité, 2023*

# L'IMMIGRATION, UN "SUJET CLEF" DE LA COHESION ET DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE

Alors qu'à Paris, le gouvernement se déchire sur le projet de loi immigration, les institutions européennes, les Vingt-Sept et les eurodéputés se sont réunis à Marseille pour discuter de la controversée directive retour.

Rostane Mehdi, président de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence, a ouvert les discussions en rappelant les enjeux humains du pacte asile et migration : l'Europe « *vit à proximité d'un arc de crise incandescent* », qu'elle ne peut traiter par la construction de murs et de politiques ultra-sécuritaires. Sujet clef de la cohésion et de la construction européenne, l'immigration a pourtant essuyé de nombreux échecs : débats opaques sur la migration choisie, abus des droits fondamentaux, instrumentalisation des personnes migrantes... A la tête de Sciences Po Aix, Rostane Mehdi s'est exprimé sur la nécessité d'une politique d'immigration encadrée de manière également juste, humaine, et efficace pour une Europe plus cohérente.

## UNE NAVIGATION EN EAUX TROUBLES

Ce sont des discussions houleuses, avec des propos parfois fantasmagoriques émanant du côté le plus à droite de l'hémicycle, qui ont eu lieu sous le joug de la présidente du Parlement Européen. Tous les grands sujets ont pu être abordés, de l'IA au centres de rétention, en passant par la coopération avec les Etats tiers et l'emploi dans l'attente du retour. C'est un total de 10 amendements qui ont été proposés, débattus, annotés ou rejetés.

De bonnes avancées, que vous pouvez retrouver sur notre compte Twitter où nous avons publié en live chaque avancée des négociations, sont à noter, même si la route reste longue. Parmi ces avancées, des amendements proposés par les groupes The Left et S&D et supportés par le Front Commun, bien présent tout au long des plénières. Mais comme l'a indiqué à la fin de la plénière la députée Maline Bjork : *"les droits humains ne font aujourd'hui pas le poids face aux idéologies sécuritaires qui gangrènent notre institution. Nos débats ont un poids, de nos votes dépendent des vies"*.

Sur les dix amendements proposés, débattus, annotés ou rejetés, seuls trois peuvent être considérés comme des victoires : l'accès à l'éducation et sa prise en charge par les ONG des centres de rétention, l'accès à la presse dans les centres de rétention, et l'interdiction pour l'IA de traiter les données physiologiques ou comportementales des ressortissants. Sur ce dernier débat et face aux arguments de ECR, la présidente du

S&D Marie Arena affirmait que « *Il ne faut pas sacrifier les libertés individuelles sur l'autel de la sécurité* ».

## **DES DROITS HUMAINS “SOUS-EVALUES”**

Mais ne nous reposons pas sur ce maigre socle d'acquis. Car des plaintes se sont fait entendre dès la clôture de plénières, particulièrement de la part des ONG et du Front Commun : *“Les droits humains, en particulier, reste sous-évaluée dans le cadre de la directive retour, une lacune qui doit être corrigée pour garantir une approche holistique et responsable”*.

Refuser d'inclure les personnes LGBTQIA+ dans la liste des personnes vulnérables fut un véritable coup dur pour l'ensemble des acteurs investis dans l'amélioration des droits fondamentaux et, plus largement, d'une vision progressiste de l'Europe. Force est de constater que certains parlementaires refusent encore de comprendre la réalité du terrain, alors que les personnes “arc-en-ciel” comme les a appelé le S&D sont en première ligne face aux discriminations et aux harcèlement dans leur pays d'origine, de transit, et également d'accueil.

Face à toutes ces omissions et ces décisions honteuses, il reste à savoir si les Etats membres, qui s'entretiendront demain matin, prouveront leur cohésion pour une Europe plus saine, moins opportuniste, et moins sécuritaire.